

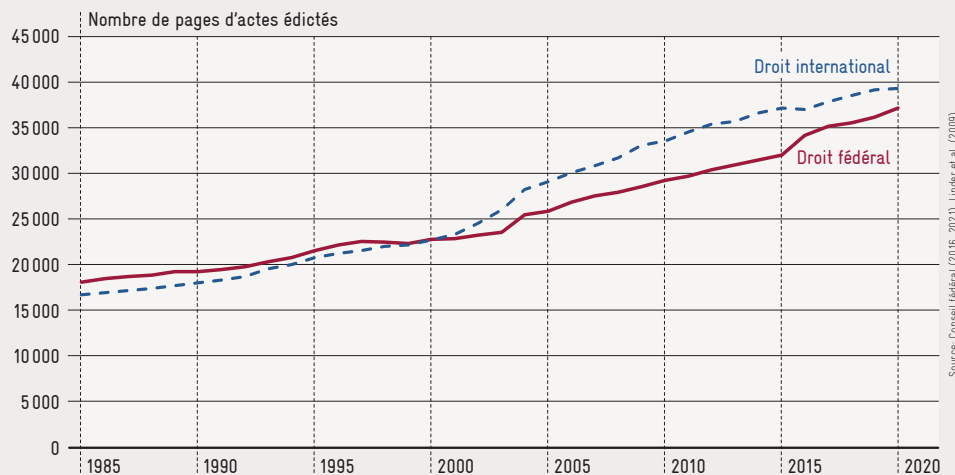
# Une bureaucratie paralysante

*Une réglementation excessive freine l'innovation, coûte cher et met à l'épreuve la patience de la population. Cette situation devient de plus en plus problématique, y compris en Suisse.*

## Contexte

La bureaucratie se développe rarement à partir d'une décision isolée, mais plutôt à partir d'une multitude de règles souvent issues de bonnes intentions. Au fil des années et des décennies, un système de plus en plus complexe se met en place, entraînant une augmentation des coûts pour les entreprises et la population. En Suisse aussi, malgré la performance de la place économique, la densité réglementaire croissante et la charge administrative sont de plus en plus perçues comme un fardeau. La numérisation promet certes un allègement, mais elle ne s'attaque pas aux causes réelles de la bureaucratie: les réglementations existantes sont transposées dans le numérique, au lieu d'être simplifiées, repensées ou remises en question.

## Toujours plus de règles



*Le droit, tant international que fédéral, a connu une forte croissance au cours des dernières décennies. Depuis les années 1980, le nombre de pages a plus que doublé.*

## Faits

# 30 mia. de Fr.

Les coûts de la bureaucratie s'élèvent en Suisse, selon BSS, à environ 30 mia. de francs par an en pertes de performance économique. Selon le Secrétariat d'Etat à l'économie, les PME dépensent à elles seules plus de 6 mia. de francs par an en frais externes pour se conformer aux exigences réglementaires.

■ **Plus de réglementation:** La Confédération modifie plus de lois et d'ordonnances que jamais. Dans les années 1960, environ 150 actes législatifs étaient adaptés chaque année, contre plus de 500 aujourd'hui, avec toujours plus de projets de droit souple (circulaires, plans sectoriels, normes, etc.)

■ **Réglementation généralisée des prix:** Plus de la moitié des prix dans ce pays ne résultent plus uniquement de l'offre et de la demande, mais sont influencés directement ou indirectement par l'Etat, un triste record en comparaison avec d'autres pays de l'OCDE.

■ **Une charge administrative élevée:** Malgré les avancées de la numérisation, 60 % des entreprises jugent la charge réglementaire et administrative trop élevée. Les procédures de construction, les autorisations et les réglementations douanières restent lourdes.

■ **Atteinte évitable à la prospérité:** Les comparaisons internationales montrent que la Suisse est moins efficace que les meilleurs pays de l'OCDE (p.ex. DK, Suède) en matière de procédures administratives. Le PIB par habitant serait aujourd'hui supérieur d'environ 5% si la Suisse avait atteint, il y a dix ans, un niveau d'efficacité similaire à celui de ces pays.

## Recommandations

Une bonne réglementation est cruciale. Mais lorsque l'accumulation de prescriptions fait perdre de vue l'essentiel, une réforme s'impose. D'une part, cette dernière doit porter sur les nouvelles lois et ordonnances: il faut **améliorer les analyses d'impact réglementaire**, qui doivent être transparentes, vérifiées par des organismes externes et comporter une évaluation claire des coûts et des avantages. D'autre part, les réglementations existantes doivent

être systématiquement réexaminées. **Des évaluations ex post** doivent permettre de déterminer si les prescriptions atteignent leurs objectifs ou entraînent des effets secondaires indésirables. Si les résultats sont insuffisants, des adaptations ou des abrogations s'imposent. Il serait judicieux d'instaurer à cet effet une **semaine de «nettoyage»** annuelle, durant laquelle le Parlement supprimerait les réglementations obsolètes ou inutiles.

